



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

24 juillet 2026

LES MEMBRES DU NOUVEL EXECUTIF DE LA CHAMBRE REGIONALE DES METIERS DE LOME INVESTIS

Lomé, 24 juil. (ATOP) - Les membres du nouveau bureau exécutif de la chambre régionale de métiers du District autonome du grand Lomé (DAGL) ont été investis le vendredi 24 juillet à Lomé.

Composé de douze membres, ce bureau est élu pour un mandat de quatre ans. Il est présidé par M. Djonda K. Wassassi. Le nouvel exécutif ambitionne de faire de la chambre régionale de métiers du DAGL, un creuset de développement économique et social au service des artisans, ainsi qu'un cadre de protection, de promotion et de défense de leurs intérêts.

« Cet instant solennel qui nous rassemble marque le début du mandat des nouveaux élus, mais aussi la continuité d'une mission essentielle, celle de promouvoir, de défendre et de développer l'artisanat qui constitue un pilier de notre économie locale et un vecteur de notre identité culturelle », a relevé le secrétaire général du DAGL, Tagba Ataféyinam Tchalim. Il a rappelé au nouveau bureau que leur élection est le fruit de la confiance qu'ont placée en eux leurs pairs. M. Tagba l'a invité à inscrire ses actions dans une vision à long terme où chaque décision contribue à bâtir un environnement favorable au développement de l'artisanat régional en particulier et togolais en général.



Le nouveau bureau exécutif élu

SOMMAIRE

<i>ECHOS DE LA CAPITALE</i> -----	2-5
<i>NOUVELLES DES PREFECTURES</i> -----	6-17
<i>DOSSIER</i> -----	17-19
<i>NOUVELLE DE L'ETRANGER</i> -----	19-21
<i>SPORTS</i> -----	21-22

Le nouveau président a exprimé sa gratitude à la commission électorale régionale pour la crédibilité du processus électoral, ainsi qu'aux membres du bureau sortant pour leur travail et les sacrifices consentis. Il a décliné le travail de son équipe en six axes majeurs, entre autres, la construction du siège de la Chambre régionale du DAGL, la professionnalisation des métiers de l'artisanat et la promotion du dialogue social entre les représentants des artisans et les différentes parties prenantes du secteur.



L'assistance



Le SG du DAGL (au milieu)

La cérémonie a connu la présence des préfets du Golfe et d'Agoè-nyivé, des représentants du ministère de tutelle, des maires du DAGL, des partenaires techniques et financiers et d'autres invités. ATOP/EAG/BV

ECHOS DE LA CAPITALE

INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPEES : **LE PAISPHT AFFICHE UN TAUX D'EXECUTION DE 80 % ET ENTEND COMBLER LES ECARTS D'ICI A 2027**

Lomé, 24 juil. (ATOP) - Le Projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo (PAISPHT) a atteint un taux d'exécution physique de 80 %, avec des avancées significatives dans la formation, l'installation des bénéficiaires et l'amélioration de leur accès aux services. C'est ce qu'a indiqué le coordonnateur du projet, Tchédjiko Noël Komadan, au cours d'une conférence de presse le vendredi 24 juillet à Lomé.



Mme Moni Sankaredja-Sinandja invitant....



...les acteurs à s'engager en faveur de l'inclusion sociale

Le point de presse consacré à l'état d'avancement, aux impacts, aux défis et aux perspectives de cette initiative a été présidé par le ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance, Mme Moni Sankaredja-Sinandja.

D'après le coordonnateur, le PAISPHT a été conçu pour favoriser l'autonomisation économique des personnes handicapées, à travers la mise en apprentissage, l'installation des bénéficiaires ayant achevé leur formation, la construction de rampes d'accès dans les centres d'examen de fin d'apprentissage et l'acquisition de technologies d'assistance, notamment des fauteuils roulants, des tricycles, des béquilles et des cannes blanches. Il est financé par l'Etat togolais à hauteur de 895 255 000 F CFA.

Initialement prévu pour une durée de trois ans, le projet a été prolongé d'une année supplémentaire en raison de retards dans la mobilisation des ressources financières. Cette extension permettra de poursuivre les activités jusqu'en 2027 et de combler les écarts constatés dans sa mise en œuvre.

Des résultats encourageants

De septembre 2023 à juin 2026, le projet a permis de mettre en apprentissage 576 personnes handicapées sur toute l'étendue du territoire. Cette performance a été rendue possible grâce à la réorientation de certaines activités de sensibilisation et de formation vers le financement de l'apprentissage des bénéficiaires. 515 bénéficiaires sur 750 ayant achevé leur formation ont déjà reçu des kits d'installation et sur le plan accessibilité, 80 rampes d'accès ont été construites dans les centres d'examen, sur les 100 prévues. S'agissant des technologies d'assistance, 303 équipements ont été acquis et distribués sur un objectif de 700. Les acquisitions restantes sont programmées pour la fin de l'année 2026 et au cours de l'année 2027.

Défis et perspectives

Au démarrage du projet, 5.423 personnes handicapées avaient été identifiées comme bénéficiaires potentielles, alors que les ressources disponibles ne permettent de prendre en charge qu'environ 800 personnes. Cette situation, fait savoir M. Komadan, laisse un nombre important de personnes encore en attente d'un accompagnement. L'installation des 235 bénéficiaires restants, l'acquisition de près de 400 technologies d'assistance supplémentaires, ainsi que la construction des 20 dernières rampes d'accès sont les prochaines étapes à franchir.

Le coordonnateur a relevé que la réussite d'un programme d'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées repose sur une forte implication des communautés locales. « A cet effet, la formation et l'implication de formateurs endogènes au sein des communes se sont révélées déterminantes pour assurer un suivi de proximité des bénéficiaires et garantir la pérennité des acquis », a-t-il précisé.

La ministre des Solidarités a rappelé que le projet se veut un instrument stratégique pour transformer les défis en opportunités et bâtir un avenir où l'inclusion devient un moteur de progrès collectif. « Il est donc essentiel de poursuivre les efforts engagés et de consolider les synergies entre les différents acteurs intervenant dans le domaine de l'inclusion sociale », a ajouté Mme Moni Sankaredja-Sinandja.

Au Togo, les personnes en situation de handicap sont estimées à 1.023.270, y compris les personnes atteintes d'albinisme et celles de petite taille.

ATOP/AO/JK/KYA



Présentation des résultats

GESTION DES DECHETS :

LE BILAN DU PROJET GEDEC JUGE ENCOURAGEANT

Lomé, 24 juil. (ATOP) – Le quatrième comité national de pilotage du projet de Gestion des déchets et décentralisation dans les chefs-lieux de région (GEDEC), a dressé

un bilan du projet jugé encourageant, au cours de ses travaux tenus le vendredi 24 juillet à Lomé.

La rencontre a pour objectif d'évaluer les acquis, les résultats obtenus, les défis restants et de faire des recommandations. Il s'agit d'assurer la durabilité de la filière de gestion des déchets à l'échéance du projet.

Selon le bilan, le projet a permis de passer d'un secteur largement informel à un système organisé. Il a mis en place des acteurs formels, des stratégies communales et des services opérationnels pour les déchets solides et les boues de vidanges.

Lancé en février 2023, le projet GEDEC a accompagné 5 communes Zio 1, Ogou 1, Tchaoudjo 1, Kozah 1 et Tône 1 dans la structuration de leurs services de gestion des déchets solides et des boues de vidange

Le chef projet GEDEC, Fafaadé Lokossou a relevé que les objectifs ont été globalement atteints. Pour lui, les autorités nationales devraient donner les moyens nécessaires aux communes. « Les communes doivent assurer une meilleure gestion des fonds alloués, planifier leurs services et renforcer leurs propres actions en matière de transfert et de gestion des déchets », a-t-il ajouté. M. Lokossou a invité les populations à adopter les bonnes pratiques en matière de gestion de déchets.

Le représentant de l'ambassadeur de France, M. Lionel Vignacq a souligné que « le projet GEDEC a permis d'améliorer durablement la gestion des déchets dans les cinq communes grâce à une coopération entre acteurs publics et privés, tout en fixant les objectifs ambitieux à l'horizon 2025 en matière de collecte, de valorisation et d'accès aux services d'assainissement ».



Participants



L'assistance



Mme Favret

La représentante de l'Union européenne, Mme Silvia Favret a salué l'engagement des acteurs du projet GEDEC, qui a permis de renforcer les capacités des communes en gestion des déchets, d'améliorer la salubrité urbaine et de promouvoir une gouvernance locale durable.

ATOP/SYI/GMM/KYA

L'EGYPTE CELEBRE SA FETE NATIONALE ET REAFFIRME SON PARTENARIAT AVEC LE TOGO

Lomé, 24 juil. (ATOP) - La République arabe d'Egypte a célébré, le jeudi 23 juillet, le 74^e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Au Togo, la commémoration a été marquée par une réception organisée à Lomé, dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur d'Egypte au Togo, Ahmed Mohamed Eid Moustapha.

L'événement a été couplé de la célébration du 66^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Caire et Lomé.

L'occasion a permis de réaffirmer l'amitié entre l'Egypte et le Togo et de renouveler leur engagement en faveur d'une coopération renforcée au service du développement et de la stabilité en Afrique.

L'ambassadeur d'Egypte au Togo a rappelé la portée historique de la Révolution égyptienne du 23 juillet, qu'il a qualifiée de « moment fondateur de l'histoire contemporaine de l'Égypte ». Cet événement, a-t-il indiqué, a consacré « les valeurs d'indépendance, de souveraineté nationale, de justice sociale, de dignité et de développement, tout en inspirant de nombreux peuples africains à la liberté et au progrès ».

Evoquant les relations entre l'Egypte et le Togo, l'ambassadeur a salué une coopération bilatérale en constante progression. « Les relations entre nos deux pays ont connu une dynamique particulièrement positive », a-t-il déclaré. Le diplomate a fait savoir que cette coopération s'étend aujourd'hui à plusieurs secteurs stratégiques, notamment la santé, la formation, le renforcement des capacités, l'agriculture, la gestion de l'eau et les infrastructures. Il a aussi cité l'énergie, le transport aérien, la culture, ainsi que la promotion des échanges économiques et des investissements. L'ambassadeur a également relevé le renforcement de la coordination entre les deux pays sur les questions régionales, africaines et internationales, notamment en faveur du multilatéralisme, du règlement pacifique des conflits et du respect des principes de la Charte des Nations unies.

S'agissant des perspectives, l'ambassadeur s'est dit convaincu que les deux pays disposent « d'un potentiel considérable pour construire un partenariat encore plus fort, plus diversifié et plus bénéfique pour leurs deux peuples ». Il a exprimé sa reconnaissance au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour « l'amitié sincère et constante » manifestée à l'égard de l'Egypte. « L'avenir de l'Afrique se construira grâce à davantage de solidarité, de coopération et de confiance entre ses États. L'Egypte et le Togo partagent une amitié sincère, un partenariat prometteur et une vision commune de l'avenir », a-t-il affirmé.



Coupe du gâteau d'anniversaire



L'assistance



M. Ahmed Mohamed Eid Moustapha

La cérémonie a réuni plusieurs personnalités togolaises, notamment des députés, des sénateurs, des membres du gouvernement, ceux du corps diplomatique, et des chefs traditionnels. Tous sont venus témoigner leur solidarité à la communauté égyptienne résidant au Togo.

ATOP/AO/HKM/KYA

NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO/EN PRELUDE A LA JIFA :

LES COMMUNAUTES DE LAVIE ET DE TOVE-AHUNDZO SENSIBILISEES A LA DECONSTRUCTION DES NORMES SOCIALES DISCRIMINATOIRES

Kpalimé, 24 juil. (ATOP) – Les communautés des cantons de Lavié et de Tové-Ahundzo, dans la préfecture de Kloto, ont été sensibilisées, les 22 et 23 juillet respectivement dans les localités précitées, à la déconstruction des normes sociales qui limitent le potentiel des femmes et des filles. Cette activité intervient en prélude à la célébration de la Journée internationale de la femme africaine (JIFA), observée chaque 31 juillet.



Les participants au meeting de Tové-Ahundzo



Les participant à l'étape de Lavié

L'activité est organisée par le ministère des Solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance avec l'appui de la Coopération allemande. Elle est mise en œuvre par la GIZ à travers le projet DeZon : Promotion de la participation féminine, de l'égalité et de l'équité de genre au Togo. Cette campagne vise à susciter une prise de conscience collective autour des normes sociales qui entretiennent les inégalités entre les femmes et les hommes. Elle entend également déconstruire les normes, sensibiliser les communautés à leurs conséquences et encourager l'adoption de comportements favorables à l'égalité et à l'inclusion.

Les inégalités, selon les animateurs, trouvent souvent leur origine dans des croyances, des pratiques et des normes sociales qui déterminent les rôles attribués aux femmes et aux hommes. Elles influencent l'accès aux opportunités et limitent la participation des femmes aux instances de prise de décision. Les pratiques quant à elle, se traduisent par une faible représentation des femmes dans les espaces décisionnels, une répartition inéquitable des tâches domestiques, des difficultés d'accès aux ressources économiques, au foncier et une limitation des perspectives offertes aux filles. Ils ont souligné que la réussite de cette campagne repose sur une démarche participative. Selon eux, les communautés sont les premières concernées par les conséquences de ces normes et qu'il est essentiel de partir de leurs expériences avant de proposer des solutions.

Les formateurs ont invité les participants à identifier des pratiques susceptibles d'apporter des changements dans les familles et communautés. Ils ont exhorté les femmes à être davantage représentées dans les instances de prise de décision et leurs opinions mieux prises en compte.

Les échanges, conduits sous forme de causeries-débats, ont porté sur la compréhension des normes sociales et de leurs effets sur les comportements, les stéréotypes de genre ainsi que leurs impacts sur les femmes, les filles, les familles et les

communautés. L'approche participative retenue a favorisé le dialogue, le partage d'expériences et l'identification de solutions adaptées aux réalités locales.

Le maire de la commune Kloto 2, Eho Kodzo Mawuena, a salué cette initiative qui, selon lui, s'inscrit dans la vision des plus hautes autorités togolaises en matière d'équité de genre. Il a remercié le Président du Conseil, Faure Gnassingbé qui a fait de l'équité de genre une priorité du développement national, permettant ainsi aux partenaires techniques et financiers d'accompagner le Togo dans la promotion des droits des femmes.

Présent à la rencontre, le curé de la paroisse de Lavié, le père Léon Kavégue, s'inspirant d'une pensée de Paul VI, a rappelé que la femme occupe une place essentielle dans la société. « Quand une femme se lève, elle élève les autres. Elle a donc besoin d'être éduquée, soutenue et valorisée », a-t-il affirmé.

Le chef canton de Yokélé, Togbui Gbago VI a souligné que depuis l'antiquité l'homme a toujours pensé à la femme ; précisant que c'est aujourd'hui par avidité que l'homme écarte les femmes de l'accès à la terre. Le chef a souligné que dans sa communauté, lors des partages, il a ordonné que la femme soit incluse au même titre que les hommes. Il a souligné que lorsqu'il y a des problèmes, il s'implique davantage pour rétablir l'ordre en permettant à la femme d'accéder au foncier.

ATOP/AYH/HKM/KYA

BUREAU DU CITOYEN :

DES ACTEURS COMMUNAUX EN ATELIER DE RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES

Kpalimé, 24 juil. (ATOP) – Les conseillers municipaux de Kloto 3 et les membres du Bureau du citoyen (BdC) sont en atelier de renforcement des capacités sur les rôles, les responsabilités et le fonctionnement dudit bureau, les 23 et 24 juillet à Kuma-Tokpli.

La session est organisée par le Centre d'action pour le développement rural (CADR). Elle vise à améliorer la collaboration entre les élus locaux et le BdC afin de promouvoir une gouvernance locale plus participative, transparente et redevable. Elle permet également aux participants d'élaborer le plan opérationnel 2026-2027 du BdC.



Les participants

Les participants ont été outillés sur les principes de la gouvernance locale participative, la participation citoyenne, la redevabilité, le cadre juridique régissant le BdC. Ils ont aussi pris connaissance des techniques d'accueil et de traitement des doléances, de communication avec les citoyens et de suivi des mécanismes de redevabilité.

A l'issue de la formation, les organisateurs ont validé le plan opérationnel devant guider les activités du BdC pour la période 2026-2027.

Le facilitateur de l'atelier, Siméon Konou, expert en développement territorial et gouvernance locale a indiqué que cette formation permettra aux participants de mieux s'approprier le cadre juridique, le fonctionnement et le plan d'action du BdC, tout en renforçant la collaboration entre cette instance et le conseil municipal. Le BdC, a-t-il indiqué, est un bureau d'écoute et de contrôle citoyen de l'action publique. M. Konou a expliqué que ce bureau offre aux populations un cadre pour exprimer leurs préoccupations lorsque tous les citoyens ne peuvent pas accéder directement au maire. « Ce dispositif favorise une gouvernance partagée, la participation citoyenne, la redevabilité et la promotion de la démocratie locale », a-t-il souligné.

Le directeur exécutif du CADR, Yawovi Kumessi a invité les participants à tirer profit des échanges afin de doter la commune Kloto 3 d'un Bureau du citoyen fonctionnel, capable de renforcer le dialogue entre les autorités locales et les populations et de contribuer à une gouvernance locale inclusive au service du développement.

Mis en place avec l'accompagnement du CADR depuis 2024, le BdC constitue un cadre permanent de dialogue entre la commune et les populations. Il facilite l'accès des citoyens à l'information publique, recueille leurs préoccupations et propositions, et favorise leur participation aux processus de planification, de suivi et d'évaluation des actions de développement local.

ATOP/ER/AYH/DHK

OGOU / 3EME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL REGIONAL DES PLATEAUX : UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE PLUS DE 919 MILLIONS A ETE ADOPTE

Atakpamé, 23 juil. (ATOP) - Ouverts le 7 juillet, les travaux de la troisième session ordinaire de l'année 2026 du Conseil régional des Plateaux se sont achevés le jeudi, 23 juillet à Atakpamé par la validation d'importants leviers financiers et organisationnels pour le développement local.



Des conseillers régionaux



M. Gnatcho expliquant le budget supplémentaire

Au cœur des délibérations figurait l'étude et l'adoption du budget supplémentaire pour l'exercice 2026, évalué à plus de 919 millions de francs CFA. Ce collectif budgétaire permettra d'abonder les ressources financières de la région, afin d'amplifier les investissements au bénéfice des populations. Pour assurer l'efficacité et la transparence de ces interventions, l'assemblée a acté la création d'un comité de suivi et de contrôle dédié à l'exécution des projets d'investissement.

Outre la question budgétaire, les conseillers régionaux ont approuvé la conclusion de contrats visant la régularisation et l'intégration des agents volontaires en fin de mission affectés au Conseil des Plateaux. Sur le plan de la promotion du mérite, le compte-rendu de la commission des affaires sociales, culturelles, de la jeunesse et de l'éducation a posé les bases de l'octroi prochain de prix d'excellence aux meilleurs élèves de la région reçus au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) 2026.

Clôturent les travaux, le président du Conseil régional des Plateaux, Gnatcho Komla a exhorté l'ensemble des conseillers, ainsi que les acteurs locaux à une mobilisation exemplaire et à un engagement sans faille pour la concrétisation assidue des projets retenus, rappelant que l'aboutissement de ces initiatives demeure le gage d'un développement socio-économique harmonieux et durable pour l'ensemble de la région.

Notons que la 3^{ème} session ordinaire s'est clôturée par la mise en terre des jeunes sur les abords de la rue qui mène au bureau du conseil régional des Plateaux.

ATOP/KKT/AR

OGOU/TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ECOLOGIQUES :

DES JOURNALISTES ET INFLUENCEURS MOBILISES POUR L'INCLUSION DU GENRE

Atakpamé, 24 juil. (ATOP) - Des professionnels des médias et influenceurs du pays ont été formés sur la promotion du genre dans les politiques relatives aux transitions énergétiques et écologiques, les 22 et 23 juillet à Atakpamé.



Séance de formation



Des participants

L'atelier est à l'actif de la Coordination des organisations féminines du Togo (COFET) en collaboration avec les ONG Cercle de liaison et d'entraide féminine (CLEF), Femmes leaders pour le développement des communautés à la base (FELEADEC) et Coude à coude pour le développement au féminin (CCDF). Il s'inscrit dans le cadre du projet : « Plaidoyer pour l'effectivité de l'intégration du genre dans les politiques sur la transition énergétique et l'économie verte au Togo ». Cette activité a reçu l'appui financier de West africa civil society institute (WACSI).

L'objectif est d'encourager la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques publiques relatives aux transitions énergétiques et écologiques au Togo.

Au cours des travaux, les professionnels des médias de dix organes de presse écrite, audiovisuelle et en ligne et cinq influenceurs venus de diverses régions ont été formés sur les interactions entre transition énergétique et économie verte. Ils se sont familiarisés avec un guide pratique traitant de la thématique.

Mme Apedo Abila Djigbodi, journaliste senior et formatrice, a exhorté les participants à s'approprier le guide pratique mis à leur disposition afin d'enrichir leurs investigations de terrain et accroître la qualité professionnelle de leurs productions. Elle a souhaité voir émerger des contenus journalistiques et numériques mettant en lumière le rôle central des femmes dans les mutations énergétiques et écologiques.

La cheffe du projet au sein de la COFET, Mme Mawuli Atidokpo a rappelé l'ambition de cette initiative. Selon elle, elle consiste à veiller à ce que le développement de l'économie verte ne lèse personne, particulièrement pas les femmes, actrices essentielles du développement et dont le rôle demeure trop souvent minoré dans les politiques publiques. « Aucun plaidoyer ne peut produire un changement durable sans une opinion publique dûment éclairée », a-t-elle affirmé. Pour elle, lorsque les médias traitent de la transition énergétique en intégrant la perspective de genre, ils deviennent de puissants leviers de sensibilisation citoyenne et d'orientation des politiques publiques.

ATOP/AY/KKT/MEK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ASSOLI :**LE PROJET "GIRLS EMPOWERMENT" LANCE A BAFILO POUR L'INCLUSION DES JEUNES VULNERABLES**

Bafilo, 24 juil. (ATOP) - Le projet "Girls Empowerment" a été officiellement lancé, le jeudi 23 juillet à Bafilo, au profit des adolescentes et jeunes femmes vulnérables des préfectures d'Assoli, Binah et Tchaoudjo.



Des invités



Le préfet d'Assoli (2e de la droite) lançant le projet

Initiée par l'Association des personnes handicapées de la Kozah (APHAK), avec l'appui de Care Bénin-Togo, la rencontre vise à renforcer le pouvoir d'agir des bénéficiaires pour une inclusion sociale et éducative sans violences. Le projet « Girls Empowerment » (ou Projet d'autonomisation des filles) a pour objectif d'éliminer les barrières sociales, économiques et éducatives qui freinent le potentiel des jeunes filles. Ceci pour leur permettre de devenir autonomes et actrices du changement dans leur communauté.

L'atelier a permis de présenter les objectifs du projet, les résultats attendus, le calendrier des activités et de clarifier les rôles des différents acteurs. Il s'agit aussi de susciter l'engagement de toutes les parties prenantes pour une mise en œuvre efficace. La séance est organisée selon une approche participative, inclusive et sensible au genre et au handicap. Elle a mis l'accent sur la participation active des adolescentes et jeunes femmes, y compris celles en situation de handicap. A travers ce projet, les préfectures d'Assoli, Binah et Tchaoudjo (préfectures bénéficiaires du projet) se sont doté d'un nouvel outil pour lutter efficacement contre les violences et favoriser l'inclusion des jeunes filles les plus fragiles.

Le préfet d'Assoli, Lt-Col. Viagbo Messan Kafui, a indiqué que ce projet s'inscrit dans le cadre de la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, qui place le capital humain et l'inclusion sociale au cœur de la feuille de route gouvernementale. Il a souligné que le sous projet, « renforcement du pouvoir d'agir des adolescents et jeunes femmes handicapées pour une inclusion sociale et éducative sans violences » arrive à un moment particulièrement porteur d'espérance. Le préfet a ajouté que cette initiative apparaît comme une réponse concrète et inspirante qui vient amplifier les efforts entrepris par les collectivités locales, les services déconcentrés de l'Etat, les leaders communautaires et les organisations de la société civile. Selon lui, elle incarne une dynamique nouvelle, fédératrice et prometteuse qui place la personne handicapée au cœur de l'avenir commun.

Le représentant de Care Bénin-Togo, Etse Yawo a dit qu'ils ont démarré les activités avec l'ATBEF, GF2D, et ADESCO et ont sélectionné six ONG qui n'ont pas la même taille que les trois premières, parmi elles figure l'APHAK. « Pour Care Bénin-Togo, il est question de renforcer les capacités des organisations qui sont sur le terrain pour qu'à la fin du projet, ils puissent exister et continuer à travailler sur le terrain », a-t-il ajouté.

La présidente de l'Association des Personnes Handicapées d'Assoli (APHASS), Mme Adhirikah Adizath Gado, a salué le partenaire pour le financement de ce projet et

l'engagement constant de l'APHAK en faveur de l'inclusion des personnes handicapées. Elle a remercié le responsable de l'APHAK pour la franche collaboration avec les organisations locales pour assurer une mise en œuvre de proximité.
ATOP/SA/SED/KYA

SOKODE-HORIZON :

LES CADRES DE TCHAUDJO PARTAGENT LEUR VISION DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE



Les participants

et défis à relever pour l'avenir radieux de leur ville. Elle s'inscrit dans les actions de développement déjà engagées pour le rayonnement de cette municipalité.

Cette première édition a mobilisé les cadres ministres, gouverneur, députés, sénateurs, officiers supérieurs, maires, conseillers régionaux et municipaux, directeurs et chefs services publics et privés. Etaient également présents, des opérateurs économiques, des chefs traditionnels et religieux, des entrepreneurs, des acteurs de la société civile ainsi que des responsables des associations de jeunes et de femmes. Tenue en visio-conférence pour la participation de la diaspora, cette rencontre a permis de faire émerger les propositions concrètes et de poser les bases d'une feuille de route partagée pour le développement à court, moyen et long terme de Sokodé dans tous les domaines.

Les panels suivis d'échanges ont porté sur les attentes et les aspirations de la jeunesse, les opportunités en termes d'emploi et d'entrepreneuriat, les questions de gouvernance locale et de mobilisation des acteurs. L'attractivité de la ville, l'urbanisme et le cadre de vie, les actions prioritaires et les projets structurants ainsi que la mobilisation des ressources ont été débattus. Les participants ont planché sur les partenariats stratégiques et sur la contribution de la diaspora.



MM. Foli-Bazi et Fofana (2e et 3e de la gauche) au-devant



Le député-maire Ouro-Sama lors de son adressant

Les différents groupes de discussions ont été présidées par les cadres qui ont apporté, leurs expertises. Tout en soulignant l'intérêt de cette journée, les cadres ont

révélé leur vision de la ville de Sokodé en mettant en lumière les différents défis et comment les relever pour son émergence.

Les recommandations de ces différents panels ont fait l'objet d'une restitution. Celle-ci a permis de dégager des priorités communes, de formuler des engagements concrets et de mettre en place un mécanisme de suivi.

L'initiateur de « Sokodé-Horizon » a salué la participation massive de ses frères et sœurs à cette journée qui, selon lui, marque un pas décisif dans la co-construction d'une vision d'avenir durable, cohérente et partagée de Sokodé. Le député-maire Ouro-Sama a affirmé que le développement de cette ville, induira, inévitablement, celui de la préfecture de Tchaoudjo et de toute la région Centrale. « Chacun d'entre nous, sans distinction d'appartenance religieuse, ethnique, politique ou culturelle, a apporté sa vision de la ville de Sokodé. Et je m'en réjoui, car, une seule personne ne peut pas construire cette ville, c'est l'œuvre de nous tous », a-t-il insisté.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Bawo Moukadassi, a souligné la cohérence de cette initiative avec la vision nationale portée par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé et décliné dans la feuille de route gouvernementale 2026-2031. Il a invité chaque acteur clé à mettre en œuvre les décisions et recommandations de cette assise pour l'atteinte des objectifs visés.

ATOP/MEK/BV/KYA

ZIO/ARTISANAT :

LE BUREAU DE LA CHAMBRE REGIONALE DE METIERS DE LA MARITIME INSTALLE A TSEVIE

Tsévié, 24 juil. (ATOP) – La commission ad hoc régionale de la Maritime, chargée des élections des délégués de la chambre régionale de métiers a installé le bureau exécutif de la Chambre régionale de métiers de la Maritime (CRM), le vendredi 24 juillet à Tsévié, au cours d'une cérémonie présidée par le gouverneur Taïrou Bagbiègue.

Le bureau est composé de 12 membres, dirigé par M. Atsou Koffi Mensah pour un mandat de 4 ans, renouvelable.

La mission de ce nouveau bureau est de représenter et de défendre les intérêts professionnels des artisans et de contribuer au développement de la région Maritime. Il s'agit aussi de mieux organiser, de moderniser et de structurer le secteur de l'artisanat. Le bureau aura également pour tâche de poursuivre efficacement ses actions de développement en faveur de tous les artisans.



Officiels, membres du nouveau bureau et artisans

Le gouverneur de la région Maritime, Taïrou Bagbiègue a souligné que l'évènement marque une étape importante dans le renforcement de la représentation institutionnelle des artisans et dans la promotion du secteur de l'artisanat, un pilier essentiel de croissance de l'économie régionale. D'après lui, le gouvernement sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Gnassingbé accorde une place stratégique à l'artisanat comme levier de création d'emplois décents et de richesse, de lutte contre le chômage et d'inclusion socio-économique des jeunes. Il a salué le travail abattu par le bureau sortant

et félicité les nouveaux élus à qui il a invité à travailler dans un esprit de collaboration, de transparence, d'innovation et de responsabilité.



Le gouverneur (Chapeau) installant le nouveau bureau

Le président de la commission ad hoc régionale de la Maritime, Dotsè Medjina, secrétaire général du gouvernorat de la région Maritime avait rappelé le processus ayant conduit à cette installation. Il a remercié et encouragé les 35 délégués qui ont porté leur choix sur les nouveaux dirigeants du CRM-Maritime issus de huit branches d'activités professionnelles du répertoire de métiers au Togo en provenance des six préfectures de la région Maritime, sans le Grand Lomé.

Le nouveau président de la CRM-Maritime, Atsou Koffi Mensah a rassuré ses collègues qu'il ne ménagera ni ses forces physiques, ni ses qualités intellectuelles et morales pour leur rester digne et leur servir dans le respect de tous pour un artisanat plus compétitif et pourvoyeur d'emplois. Il s'est engagé à rester un fidèle serviteur et un digne interlocuteur des artisans auprès des autorités et des partenaires œuvrant dans le secteur. ATOP/BBG/AM/GMM

SAVANES :

LES NOUVEAUX ORGANES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES METIERS INVESTIS DANS LEURS FONCTIONS



Officiels et participants

Dapaong, 24 juil. (ATOP) – Le nouveau bureau exécutif et les présidents des différentes commissions de la Chambre régionale des métiers (CRM) des Savanes, élus le mercredi 22 juillet dernier, ont été installés ce vendredi 24 juillet à Dapaong.

L'exécutif élu pour un mandat de quatre ans est composé de huit membres coiffés par M. Damesonou Sambiani. Ce bureau sera appuyé dans sa tâche par quatre commissions permanentes spécialisées. Il s'agit de la commission des Finances

présidée par M. Fiaguine Badjaguin, celle du Développement économique, des Marchés et de la Promotion commerciale dirigée par Pouandi N'niyeme, la commission du Registre des métiers, du Répertoire des entreprises artisanales et de la Qualification chapeautée par Tchène Palyéne et celle des Affaires sociales et de l'Arbitrage dont la responsable est Mme Kombate Lamoussa.

Le président du conseil régional des Savanes, Banlépo Nabaguedjoa a exhorté les membres des instances dirigeantes à œuvrer pour consolider les acquis de leurs secteurs d'activité en vue d'impacter significativement le développement socio culturel de la région et du pays. Il a rassuré les membres du bureau exécutif et des commissions de l'accompagnement des pouvoirs publics pour la réussite de leur mission. Le président leur

a demandés de veiller au bon fonctionnement des organes aussi bien sur le plan technique, administratif que financier.

Le président du nouveau bureau exécutif Damesonou a salué le travail accompli par le bureau sortant malgré les défis. Il s'est engagé à œuvrer au cours des 4 prochaines années pour une chambre régionale autonome financièrement, visible, dynamique et performante au service des artisans et du développement régional.

Le président sortant, Badjaré Dadanmin Maxime a remercié le Président du Conseil, le gouvernement et tous les acteurs qui œuvrent pour le développement du secteur artisanal. Il a souhaité plein succès à la nouvelle équipe.

Les secrétaires généraux du governorat des Savanes et de la préfecture de Tône, Kégbéro Latifou Seigneur et Dr. Kombaté-Sanwogou Soukipiéba, membres de la commission Ad'hoc ont pris part à la cérémonie. On notait également la présence des responsables des services déconcentrés de l'Etat et des autorités traditionnelles.

ATOP/TKA/JK/BV



Les officiels félicitant les membres

KOZAH/PRESTATION DE SERMENT :

33 SAGES-FEMMES DE L'ENSF KARA RENVOYÉES A LEUR FONCTION

Kara, 24 juil. (ATOP) – Trente-trois sages-femmes de la promotion 2026, dénommée « Sage-femmes d'excellence », en fin de formation à l'Ecole nationale des sages-femmes (ENSF) de Kara, ont prêté serment, le jeudi 23 juillet à Kara, au cours d'une cérémonie solennelle.



La majeure recevant son attestation des mains du Dr Alfa



Les récipiendaires prêtant serment main droite levée

Cette cérémonie de prestation de serment, soutenue par le Fonds des Nations Unies pour la population (l'UNFPA) a été présidée par Dr. Alfa Abdel Kadère Médé, directeur préfectoral de la santé (DPS) de la Kozah, représentant le ministre en charge de la santé. Elle a connu la présence de plusieurs acteurs de la santé, de la délégation de l'UNFPA conduite par Dr. Agbigbi Yawo, chargé de programme de la reproduction, représentant la représentante résidente, des déléguées de l'Association des sages-femmes du Togo (AS.SA.FE.TO), en plus des parents et invités des récipiendaires.

Le directeur préfectoral de la santé a félicité les récipiendaires pour le chemin parcouru durant les trois ans de formation. « Vous êtes les gardiennes de la vie de la mère et de l'enfant et votre présence rassure. Dès l'hors, vous devez exercer votre profession avec honneur, probité et respect de la déontologie », a-t-il signifié. Dr. Alfa Abdel Kadère Médé a invité les lauréates à la ponctualité, au bon accueil, à l'écoute de leurs patientes et

au travail en parfaite synergie avec les autres acteurs de la santé. Conscient des difficultés liées à l'exercice de leur fonction, il les a rassurées de l'engagement du gouvernement à améliorer davantage les conditions de travail pour assurer une bonne relève. Le directeur préfectoral de la santé, a remercié au nom du ministre, l'ensemble des partenaires qui accompagnent l'Etat en matière de couverture universelle de la santé.



Dr. Alfa donnant le ton aux activités de prestation de serment



L'assistance

Le représentant de la représentante résidente, Dr. Agbigbi Yawo a fait savoir que l'objectif clair de l'UNFPA en accompagnant l'ENSF Kara et le ministère en charge de la Santé, est de garantir que chaque accouchement se déroule dans des conditions sûres, compétentes et respectueuses de la dignité de la parturiente. « Une sage-femme bien formée et bien soutenue est le levier le plus puissant pour transformer les indicateurs de santé au Togo » a-t-il souligné.

Le directeur de l'ENSF Kara, Pr. Azoumah Komi Deladem, a indiqué que la prestation de serment, suppose que la sage-femme formée a requis un savoir-faire et un savoir être dont elle est appelée à mettre au service de la protection de la vie de l'enfant et de la mère. Il a fait savoir que l'ENSF Kara est à sa 15^{ème} promotion de sages-femmes formées depuis sa création en 2009 et évolue en système LMD, il y a dix ans.

La main droite levée, les 33 lauréates ont prêté serment devant le Pr. Tchagbele Ouro-Bagna, chef de département de la Pédiatrie de la Faculté des sciences de la santé (FSS) de l'Université de Kara. Celui-ci a reçu leur engagement et les a renvoyées ainsi à leur fonction dans le respect des règles de l'art.

Les récipiendaires ont bénéficié des conseils pratiques d'autres intervenants qui les ont exhortées au professionnalisme et à la formation continue afin de faire face à l'évolution de leur métier.

Ces nouvelles lauréates, à travers leurs porte-paroles, se sont engagées à refléter le nom de leur promotion en se distinguant par leur professionnalisme sur le terrain. La remise des attestations et prix a marqué la fin de la cérémonie.

ATOP/TAL/GMM/KYA

PLUS DE 500 PLANTS MIS EN TERRE SUR LE SITE DU FUTUR SIEGE DU CONSEIL REGIONAL DE LA KARA

Kara, 24 juil. (ATOP) - Les conseillers régionaux de la Kara ont mis en terre plus de 500 plants de différentes espèces végétales, le vendredi 24 juillet sur le site de leur futur siège, sous la conduite de leur président, Bakèm Téba Blakinam.

Munis de coupe-coupe et des arrosoirs, les conseillers régionaux, accompagnés des agents d'engagement citoyen (VEC), ont suivi les orientations techniques du directeur préfectoral de l'Environnement de la Kozah avant de procéder eux-mêmes à la mise en terre des plants. Parmi les espèces reboisées figurent notamment le Gmelina arborea (teck indien), le Senna seamea (cassia), le Terminalia catappa, le Ceiba pentandra (kapokier), l'Azadirachta indica (neem), le Khaya senegalensis (mauvéguène), le

Leucaena leucocephala et le Terminalia superba, ainsi que diverses espèces d'arbres fruitiers.



Le président Bakem arrosant son plant mis en terre



Le DPE démontrant comment mettre en terre un plant

Cette activité marque la fin des travaux de la troisième session ordinaire de l'année 2026 du CR-K, ouverte depuis le 7 juillet dernier. Elle traduit l'engagement de l'institution à accompagner les efforts du gouvernement dans la restauration du couvert végétal et la lutte contre les effets du changement climatique.

Au-delà de l'aspect environnemental, l'opération répond également à la volonté du Conseil régional d'aménager un cadre de travail agréable sur son futur site et de restaurer un espace longtemps dégradé. Le site, d'une superficie de deux hectares, est destiné à accueillir au total 5 000 plants d'ici à la mi-août prochaine. Le Conseil régional de la Kara (CR-K) marque son engagement en faveur de la protection de l'environnement à travers cette opération de reboisement.

Le président du CR-K a fait savoir que cette action constitue un devoir citoyen pour accompagner la politique nationale en faveur de la protection de l'environnement. Il a rassuré que des dispositions seront prises pour assurer l'entretien et la protection des plants afin de favoriser leur croissance. « Les conseillers s'engagent à les arroser en période de sécheresse et à les protéger contre les animaux en divagation », a souligné M. Bakem.

L'opération s'est déroulée en présence du directeur régional de l'Environnement de la Kara, Colonel Akounda Bada. ATOP/TAL/AK/AO

BLITTA :

LE BILAN DU CLO REVELE UN TAUX DE DISTRIBUTION DES MOUSTIQUAIRES DE 91,2%



Les membres du CLO

Blitta-Gare, 24 juil. (ATOP) - Le rapport du Comité local d'organisation (CLO) de la campagne nationale de distribution gratuite des Moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans la préfecture de Blitta présenté le jeudi 23 juillet à Blitta-Gare, révèle un taux de distribution dans le district sanitaire de 91,2%.

Présidée par le préfet de Blitta, Anakpa Mani, cette rencontre a permis d'évaluer le nombre de ménages ayant reçu

les MII par rapport à celui des ménages dénombrés. Les participants ont également relevé les difficultés rencontrées et proposé les approches de solution pour les campagnes à venir.

Le rapport a fait l'état de performance de la distribution des MII par formation sanitaire. Il résulte de ce rapport que le taux de distribution au niveau du district est de 91,2%.

La directrice préfectorale de la Santé, Dr. Séwodji Essi Holali a fait savoir que le ratissage se poursuit dans les différentes formations sanitaires pour permettre aux retardataires de rentrer en possession de leur MII.

En sa qualité de président du CLO, le préfet Anakpa a félicité les membres pour leur collaboration et leur dynamisme qui ont contribué aux résultats obtenus. Il a exhorté les équipes sanitaires et les acteurs clés à poursuivre les sensibilisations pour que ceux qui n'ont pas encore reçu leurs moustiquaires passent dans les centres de santé pour les récupérer. ATOP/SF/MEK/BV

BREVE

KERAN - Trente-sept bovins ont été frappés par la foudre dans la préfecture de la Kéran dans les nuits des 22 et 23 juillet respectivement à Adjaité et à Koutougou, à 8 Km à l'ouest et à 25 Km à l'est de Kantè. A Adjaité, la foudre a causé la mort de 2 taureaux et de 9 vaches dans un enclos situé à quelques mètres d'un pylône de haute tension. A Koutougou, le tonnerre a touché mortellement 25 bovins. Un a été blessé grièvement. Selon les faits relatés par le bouvier propriétaire du troupeau qui a requis l'anonymat, la foudre a frappé un tronc d'arbre et par ricochet son troupeau a été atteint. Il a dit être choqué par cette perte, surtout avec 12 veaux abandonnés par les vaches mortes. Suite à cet événement, le préfet Douti N'Sarma Mabiba, accompagné des forces de l'ordre et de sécurité ainsi que d'autres autorités municipales et traditionnelles de la localité, s'est rendu sur les lieux afin de constater les faits. Les autorités ont, encore une fois, saisi l'occasion pour exhorter les populations à éviter les constructions et les occupations sous les installations de haute tension. Elles leur ont demandé de respecter les consignes de distanciation imposées par les autorités compétentes.



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



DOSSIER

LE NUMERIQUE, UN IMPERATIF POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Par Gnimata Moïse

Le numérique constitue une avancée technologique pour l'humanité. C'est un outil qui permet de fabriquer des objets connectés, de rattraper le retard économique, un modèle d'anticipation au développement économique. Le numérique favorise l'accès à l'éducation, au développement économique et des échanges commerciaux. Il nécessite une formation pour son bon usage pour une croissance économique.

Le numérique, un outil de fabrication des objets

A travers le numérique on peut faire beaucoup d'objets, indique le délégué du parcours en fabrication numérique du projet D-Clic, Neglokpé Koffi Daniel. Pour lui, le projet D-Clic de la francophonie a permis à certains étudiants de faire des fabrications numériques notamment la table à commande, le drone médical, des montres connectées et des couveuses. Vous pouvez rester à la maison et contrôler la couveuse à travers un

téléphone connecté au un wifi ou un réseau. Aujourd'hui, le monde est dominé par le numérique qui permet de travailler à distance sans se déplacer.

Le numérique, un outil qui permet au Togo de rattraper le retard économique



Visite des objets numériques fabriqués

La formation au numérique permet de rattraper un retard sur l'économie numérique. Le directeur exécutif de EcoTecLab, Ousia Assionbgon Foli-Bébé a signifié que : " pour le moment, nous ne produisons pas encore vraiment de la technologie au Togo. La plupart des objets que nous avons autour de nous qui nous facilitent le quotidien sont fabriqués et importés. Aujourd'hui s'intéresser au numérique, c'est maîtriser un peu cette technologie, comment elle est faite, comment elle est créée pour pouvoir la développer ici au Togo". Tout comme fofou mixte est né en voyant un défi de nos mamans, note-t-il, des solutions numériques doivent aussi naître pour faciliter la vie. "On peut demander des casiers judiciaires de loin sur un portable sans se déplacer. C'est une innovation numérique qui permet de faciliter la vie. Ces innovations doivent être élargies dans d'autres domaines comme l'énergie, l'agriculture ou le commerce", indique M. Foli-Bébé.

Le numérique, un modèle d'anticipation

Le numérique peut être utilisé pour anticiper le développement du pays. Aujourd'hui, on parle d'intelligence artificielle qui est aussi l'un des outils technologiques du numérique. Si un pays s'intéresse et maîtrise cette technologie du numérique, il peut anticiper un certain nombre de problèmes avec l'intelligence artificielle notamment, l'évolution de la population et la rareté de certaines ressources. Avec l'intelligence artificielle, on peut faire des simulations de l'évolution économique d'un pays pour que les décideurs puissent avoir des données qui leur permettent de prendre des décisions anticipatives.

Les facteurs qui peuvent favoriser le développement numérique

Certains facteurs notamment l'éducation, l'accès à la connexion d'internet, la disponibilité de l'électricité favorisent le développement numérique. Le point focal du projet D-CLIC et enseignant à l'Université de Kara, Dr Douiti Dam-Bé a expliqué qu'on ne peut pas allumer un ordinateur ou une machine sans électricité et on ne peut pas accomplir certaines tâches sans la connexion. Les efforts doivent être consentis dans les technologies solaires en matière de formation aux métiers du numérique. Le monde actuel fait face à la transformation technologique sans précédent. « Le numérique représente un levier majeur de développement et de croissance économique. Pour y arriver, le numérique devient un impératif, un passage essentiel », indique Dr Douiti.



Dr Douiti, enseignant à l'UK

Utilité de la formation au numérique



Un étudiant en parcours de fabrication numérique

La formation au numérique est importante. Dr Douiti Dam-Bé a signifié que l'utilisation du numérique peut être un atout mais aussi peut entraîner des dérives. Pour lui, tout est une question d'éducation, de formation et de sensibilisation. Sans la formation, indique-t-il, le numérique peut être un couteau à double tranchant et il faut vraiment veiller dans la formation en donnant des outils aux jeunes pour un bon usage de ces technologies qui leur sont accessibles aujourd'hui. Il faut aussi un encadrement pour bien coacher les jeunes. "Dans les formations, nous abordons les aspects d'éthique et de morale pour qu'ils puissent en faire usage. C'est essentiellement une question de sensibilisation à la base et d'éducation", indique Dr Douiti. Il y a aussi les aspects de contrôle, dit-il, que le gouvernement fait aujourd'hui sur le numérique pour éviter de diffamer une personne ou salir sa réputation. Pour lui, c'est tout un ensemble de sensibilisation et éducation au développement économique ainsi qu'à des échanges commerciaux qui peuvent contribuer à assainir l'utilisation du numérique.



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

COTE D'IVOIRE : UN SOLDAT MEURT LORS D'UN EXERCICE DE SAUT EN PARACHUTE

Abidjan, (Xinhua) - Le caporal de l'armée de l'Air ivoirienne, Godei Kévin Seri est décédé mercredi 22 juillet à Yamoussoukro, dans le centre de la Côte d'Ivoire, après une chute survenue au cours d'un exercice de saut en parachute organisé dans le cadre des préparatifs du défilé militaire marquant la fête de l'indépendance, selon un communiqué de l'état-major général des armées parvenu vendredi à Xinhua.

D'après des témoins, le parachute du militaire ne se serait pas ouvert lors du saut, provoquant une chute libre. Il s'est écrasé au sol, la tête la première, et est décédé sur le coup. L'état-major a annoncé l'ouverture d'une enquête afin de déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

Depuis plusieurs jours, l'armée ivoirienne mène des exercices réunissant l'ensemble des composantes des forces de défense et de sécurité, notamment l'armée de Terre, l'armée de l'Air, la Marine, la police nationale, la gendarmerie nationale, les douanes, les Eaux et Forêts, ainsi que les forces spéciales.

Ces manœuvres s'inscrivent dans le cadre des préparatifs du grand défilé militaire prévu le 7 août prochain à Yopougon, une commune située dans l'ouest d'Abidjan, à l'occasion du 66e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Xinhua.

MADAGASCAR : LE GOUVERNEMENT LANCE UN PROGRAMME DE PARTENARIAT POUR ACCELERER LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE

Antananarivo, (Xinhua) - Le gouvernement malgache a officiellement lancé jeudi 23 juillet le Programme de partenariat pays (PCP), une plateforme visant à coordonner les actions de l'Etat, du secteur privé, des partenaires de développement, du système des Nations Unies et du monde académique autour d'une vision commune de transformation industrielle.

Lors de la cérémonie de lancement, le président de la Refondation de la République de Madagascar, le colonel Michael Randrianirina, a déclaré que le lancement de ce programme constituait une étape majeure dans la refondation de l'économie nationale, qui contribuerait à renforcer les chaînes de valeur, à améliorer l'accès à l'énergie, à développer les infrastructures industrielles, à renforcer les compétences du capital humain ainsi qu'à accroître la compétitivité des entreprises.

Il a également noté que cette initiative s'inscrivait dans la politique générale du pays, selon laquelle le développement industriel ne se limite pas à la création d'usines, mais repose également sur la mise en place de structures solides fondées sur la collaboration entre l'ensemble des acteurs concernés, tout en ajoutant que Madagascar disposait de 259 produits à potentiel industriel répartis dans 23 secteurs stratégiques, notamment l'agro-industrie, l'énergie et le tourisme.

Le PCP, pilotée par le gouvernement malgache et mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ambitionne de renforcer la synergie entre ces différents acteurs afin d'accélérer la transformation de l'économie malgache, de créer davantage d'emplois décents, notamment pour les jeunes, et d'accroître la valeur ajoutée produite localement à partir des ressources et des atouts du pays.

Xinhua.

LA FRANCE DEMANDE L'ACTIVATION DU MECANISME DE PROTECTION CIVILE DE L'UE FACE AUX INCENDIES

Paris, (Xinhua) - La France a demandé l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne afin de faire face aux incendies qui continuent de se propager dans le pays, a annoncé vendredi 24 juillet le président français Emmanuel Macron. Dans un message publié sur le réseau social X, il a indiqué que la situation restait "sous très forte tension" face aux incendies qui frappent le pays, en particulier en Gironde (sud-ouest).

M. Macron a ajouté que la France pourrait compter rapidement sur le renfort de deux Canadair croates, de deux Air Tractor portugais, ainsi que de deux hélicoptères lourds Black Hawk tchèque et slovaque.

Selon des données satellitaires du Système européen d'information sur les feux de forêt (EFFIS), citées par le quotidien Le Parisien, plus de 42.000 hectares ont déjà brûlé en France depuis le début de l'année, une superficie déjà supérieure à celle enregistrée sur l'ensemble de l'année 2025. Près de 15.000 hectares ont brûlé au cours des deux premières semaines de juillet.

Deux incendies se sont déclarés les 12 et 13 juillet dans la forêt de Fontainebleau, à environ 60km au sud-est de Paris. L'Office national des forêts a indiqué que les flammes avaient ravagé environ 2.000 hectares, soit près de 10% de la superficie totale du massif forestier.

Un incendie qui s'est déclaré mardi près du bassin d'Arcachon, dans le département de la Gironde, continue de se propager. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a indiqué vendredi que le feu avait déjà parcouru plus de 10.000 hectares. Environ

40.000 personnes ont été évacuées ou étaient en cours d'évacuation. Au total, 80 maisons ont été brûlées, dont une cinquantaine ont été détruites.

Dans le département voisin des Landes, également en Nouvelle-Aquitaine, un autre incendie s'est déclaré jeudi après-midi à Biscarrosse. Selon le préfet des Landes, plus de 2.500 hectares avaient déjà été parcourus par les flammes à 7h. Le feu n'était toujours pas maîtrisé en raison des vents forts et plus de 23.000 personnes ont été évacuées.

Actuellement, la France compte 32 incendies en cours, tandis que la superficie totale brûlée depuis le début de l'année a dépassé les 50.000 hectares, a rapporté vendredi le quotidien Le Figaro, citant le ministre de l'Intérieur. Xinhua.



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

CAN FEMININE 2026 :

LES RECORDS A BATTRE

CAIRE, (CAF) - Alors que le coup d'envoi de la TotalEnergies CAF CAN Féminine 2026 approche, l'Histoire s'apprête à s'écrire en lettres d'or. Entre quête de longévité pour des icônes comme.

Gabrielle Aboudi Onguéné, boulimie de titres des Nigérianes et records d'efficacité menacés par le passage inédit à 16 nations, tour d'horizon de ces marques mythiques qui pourraient bien voler en éclats au cours de cette édition historique.

Record de participation

Gabrielle Aboudi Onguene - 8 CAN

Le Stade Larbi Zaouli sera le théâtre d'un rendez-vous majeur ce mercredi 29 juillet lors de l'opposition entre le Cameroun et le Mali. Au-delà de l'enjeu sportif, l'attention se focalise sur la capitaine des Lionnes Indomptables, Gabrielle Aboudi Onguéné. Si elle foule la pelouse, l'internationale camerounaise marquera l'histoire du football africain en participant à sa 8^e phase finale de CAN, reléguant ainsi la Nigériane Ebi Onome et ses 7 participations au second rang.

Joueuses les plus titrés

Francisca Ordega & Osinachi Ohale

Déjà détentrices du nombre de titres avec 5 sacres, les Nigérianes Francisca Ordega et Osinachi Ohale visent un 6^e sacre avec les Super Falcons.

But le plus rapide

Mariem Houij - 17 secondes (CAN Féminine 2022)

Il n'aura fallu que 17 petites secondes à la Tunisienne Mariem Houij pour entrer dans la légende de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine.

Un sprint tranchant, une frappe limpide et un ballon au fond des filets face au Togo en 2022 : cet éclair de génie a signé le but le plus rapide de toute l'histoire de la compétition.

Alors que l'édition 2026 s'annonce palpitante, les 413 joueuses engagées n'auront qu'une idée en tête : faire trembler les filets encore plus vite et détrôner ce record mythique.

Record de buts marqués par une joueuse sur une édition Perpetua Nkwocha - 11 buts (CAN Féminine 2010)

S'il est un sommet qui semble invincible dans l'histoire du football féminin africain, c'est bien celui gravi par Perpetua Nkwocha lors de la CAN 2010. Portant le Nigeria à bout de bras vers le sacre africain, l'attaquante légendaire des Super Falcons avait écœuré les défenses adverses en inscrivant la bagatelle de 11 buts en une seule édition.

Portée par deux triplés mémorables (contre le Mali en phase de groupes et en demi-finale contre le Cameroun), Nkwocha a établi une marque stratosphérique qui demeure, encore aujourd'hui, le standard ultime de l'efficacité devant le but sur le continent.

Record global de buts marqués sur édition 66 buts - CAN Féminine 2024

Sur le plan collectif, l'édition Maroc 2024 a atteint des sommets d'efficacité offensive jamais vus jusqu'alors. Avec un total stratosphérique de 66 buts inscrits au fil de la compétition, le tournoi a fait étalage d'un spectacle permanent et d'un réalisme impressionnant dans le dernier geste. Un record absolu dans l'histoire de la TotalEnergies CAF CAN Féminine qui témoigne du bond en avant tactique et technique de tout un continent.

Toutefois, cette marque référence risque fort d'être rapidement effacée des tablettes : avec l'élargissement historique du tournoi à 16 nations pour cette édition 2026, la multiplication des matchs offre un terrain de jeu idéal pour voir tomber ce plafond de verre et établir un nouveau record de buts. CAF

